

## Entre diktat des fraudeurs et injustice des autorités

©  
D. R.



Les chauffeurs de taxi de Tamanrasset ont observé, hier lundi, un sit-in devant le siège de la direction des transports de wilaya pour protester contre la prolifération des taxis clandestins et la "nonchalance" des autorités locales quant à la prise en charge des points de revendication soulevés lors des dernières réunions avec leur syndicat. Livrés à une concurrence déloyale et au diktat des fraudeurs, les protestataires s'en remettent au chef de l'exécutif qui devrait intervenir afin de résoudre les problèmes dans lesquels se débattent les chauffeurs de taxi en situation régulière. "La ville de Tamanrasset est envahie par les transporteurs clandestins. Ils travaillent sans pression et sans que personne les inquiète, contrairement aux transporteurs légaux qui sont asphyxiés par les factures, les charges et les amendes dressées pour la moindre défaillance automobile. Un problème de veillesse nous vaut le retrait de permis de conduire pendant que ces fraudeurs, sans foi ni loi, exercent sans autorisation ni licence. C'est de l'injustice ! Nous connaissons des fonctionnaires qui perçoivent un salaire de plus de 70 000 DA par mois et ils exercent cette activité après les horaires de travail sous le regard complice des services de sécurité. Nous avons exposé cet état de fait en adressant moult correspondances à qui de droit, en vain. Chaque fois, on nous accuse une fin de non-recevoir", se lamentent-ils. Brandissant des lettres de doléances envoyées aux responsables locaux avec accusé de réception, nos interlocuteurs menacent de recourir à une grève illimitée si les autorités continuent de cultiver l'indifférence et d'adopter la politique de l'autruche quant à la résolution de cette situation problématique. Les chauffeurs n'ont pas manqué d'égrener un chapelet noirâtre des difficultés rencontrées quotidiennement par les transporteurs à

cause de la dégradation avancée du réseau routier de la ville. "Les routes sont impraticables dans certains quartiers. On ne peut pas les desservir en raison du piteux état de la chaussée, à l'exemple de Matna Talat, Essalem Tabarkat et In Kouf. La ville est un perpétuel chantier à cause du lancement asynchrone des travaux de réhabilitation du réseau d'AEP. Le projet du siècle a pris des allures scandaleuses en l'absence de l'État. Nous ne demandons pas l'impossible, juste la remise en l'état initial des routes, en attendant l'achèvement des travaux", s'est-on indigné. Les protestataires réclament également d'abroger la loi portant obligation de la couleur jaune aux taxis et demandent à se contenter du signal lumineux posé sur le toit de la voiture, d'un compteur horokilométrique homologué (taximètre) et d'une plaque scellée au véhicule pour exercer cette activité. Du côté de l'administration, on nous a appris que les revendications formulées, dont la prolifération de transporteurs clandestins et la réfection de routes défectueuses ne relèvent pas du domaine de compétence de la direction des transports. À l'heure où nous mettons sous presse, le directeur des transports et le chef du service concerné étaient en réunion avec la délégation des chauffeurs mécontents qui en ont visiblement assez des engagements non honorés.

**RABAH KARECHE**